

LA QUATRIEME REPUBLIQUE

I. La France à la Libération et les actions du GPRF

1- Le bilan de la guerre

- prix de la guerre très lourd : 600 000 morts (grde partie de civils)
- appareil de production inapte à assurer la reconstruction
- le rationnement favorise le marché noir et l'inflation

2- De Gaulle choisit de restaurer l'autorité de l'état

Le 9 sept 44 : un gouvernement d'unanimité nationale est constitué : il est regroupé par :

- le GPRF crée en nov 43 à Alger
- le Conseil national de la résistance (CNR)

3- L'épuration

- suite à la Libération, une épuration spontanée s'est déclenchée dirigée par la vengeance.
- l'épuration légale prend le relais de cette violence : condamnations à mort, exécutions, procès pour avoir trahi la France. Les dignitaires de Vichy sont traduits devant la Haute-Cour de justice : Laval est abattu. La peine de mort de Pétain est commuée en détention à la vie.

II. La reconstruction politique et économique de la France : 45 - 54

1- L'œuvre économique et sociale

- naissance de l'Etat-providence
- nationalisation des secteurs clés de l'économie : énergie, transports, assurances et banques (crédit).
- planification indicative avec les plans Monnet (à partir de 47)
- aide de l'aide américaine : plan Marshall
- « bataille de la production » : la reprise économique est lente ; P. Mendès-France propose une politique de rigueur en fixant les prix et les salaires. De Gaulle n'est pas d'accord, P. Mendès-France démissionne.
- la France retrouve vers 49, le niveau de production égale à celui d'avant-guerre
- création des comités d'entreprises et de la Sécurité sociale
- restauration de la liberté syndicale
- ouverture de la France au monde
- croissance démographique (Baby Boom) permet expansion de la société de consommation

2- La difficile reconstruction politique

1) conflit entre de Gaulle et l'assemblée

- De Gaulle veut « rendre la parole au peuple » : il organise la mise en place de nouvelles institutions. Préparation d'un referendum par De Gaulle le 21 nov 45 : la 4ème république est née. Le 21 octobre 45, les femmes votent pour la première fois.
- il en résulte la formation de trois partis :
 - PC : le parti communiste
 - SFIO : section française de l'internationale ouvrière
 - MRP : mouvement républicain populaire
- PC + SFIO = majorité absolue ; conflit entre De Gaulle et les dirigeants des partis : il démissionne le 20 janvier 46.

- les trois forces politiques se réunissent pour former le tripartisme.
- la reprise d'une vie politique normale est marquée par l'organisation des premières élections législatives depuis 1936 .

2) la difficile élaboration des Institutions

- un projet de constitution est préparé par les communistes et les socialistes : le referendum du 5 mai 46 refuse cette constitution
- les citoyens doivent élire une deuxième Assemblée constituante qui est encore dominés par les trois partis : le MRP davantage que les deux autres. le 13 octobre 46, les français approuvent (53 %)

3) la fin du tripartisme

- désaccords croissants entre PC et les autres partis concernant
 - la politique de limitation des salaires
 - les opérations militaires au Vietnam
 - l'alignement de la France sur les positions américaines (doctrine Truman)
- le 5 mai 47, Paul Ramadier, le président du conseil renvoie les ministres communistes
- c'est la fin du tripartisme

4) la « troisième force » (47)

a) sa formation

C'est le résultat de l'existence d'un double menace :

- la première menace vient des communistes (extrême gauche) :
 - org. de grandes grèves, manifestations et sabotages : au bord de la guerre civile
 - les communistes sont rejetés dans l'opposition : création d'une sorte de « ghettos politique »
- la deuxième menace vient des gaullistes (extrême droite)
 - création du RPF (avril 47) : Rassemblement du peuple français
 - il exprime son hostilité face à la quatrième république
 - il demande une nouvelle constitution au pouvoir exécutif plus fort

Face à cette double opposition, SFIO et MRP s'allient aux radicaux pour former la « Troisième force ». Elle regroupe tous les partis qui ne veulent ni du gaullisme, ni du communisme.

b) son oeuvre

- à l'extérieur
 - volonté de lutter contre le soviétisme
 - origine de la CECA
 - origine de la CED mais elle est refusée par l'opinion publique
 - préserver les colonies : contre toute indépendance (permettre l'indépendance, c'est une attaque communiste contre le « monde libre »)
- à l'intérieur
 - reconstruction achevée du premier plan Monnet (« plan de modernisation et d'équipement »)
 - la France retrouve vers 49, le niveau de production égale à celui d'avant-guerre

c) sa fin

- Suite aux divergences d'avis concernant la politique intérieure du pays, le « troisième force » se décompose.
- il en résulte l'immobilisme politique

5) L'expérience de centre-droit et l'aggravation des problèmes coloniaux

a) le centre-droit au pouvoir

- en 51, les législatives auront une nouvelle majorité : centre-droits, radicaux modérés. RPF et MRP vont rejeter le SFIO dans le camp de l'opposition.
- Antoine Pinay construit une politique de rigueur et lance l'emprunt Pinay, fixé sur l'or et exonéré des droits de succession. Il permet le redressement du budget de la France
- pratique d'une politique de rigueur sociale : 4 M de grévistes en août 53.

b) les problèmes coloniaux

- épreuve de force sur les questions coloniales : elle est responsable du borbier indochinois qui tourne à la catastrophe : effondrement de Centre-Droit (incompétence)
- conférence de Genève (janvier 54) pour régler le problème asiatique. Offensive française et défaite le 7 mai 54 à Diên Biên Phu.

III. De la IV à la V république : le tournant politique (54-58)

1- l'expérience Mendès France (54-55)

- le radical P.MF est investi par une large majorité de gauche
- Il tente de donner au gouvernement les moyens de gouverner en limitant la pression des partis : il choisit ses ministres en refusant tout marchandage avec les chefs des partis. Il s'adresse à la radio et est soutenu par l'Express.
- il règle la question indochinoise : accord de Genève (54) et impulse la décolonisation au Maroc et Tunisie.
- face au problème algérien, il annonce comme Mitterrand que « l'Algérie, c'est la France »
- malgré le soutien de l'opinion publique, l'expérience MF est un échec
- victoire du Front Républicain en janvier 56

2- le gouvernement Guy Mollet (56-57)

- aspects positifs de ce gouvernement cachés par le problème algérien
- le gouvernement républicain avait promis à la France la paix en Algérie
- l'intensification de la guerre a de lourdes conséquences
 - la guerre détériore l'image de la France sur la scène internationale
 - décalage politique réelle et discours
 - gouffre financier
 - crise morale profonde due aux fuites
- un pouvoir impuissant et discrédité

3- l'agonie du système : l'émeute algéroise le 13 mai 58

- Pierre Pflimlin, le nouveau président du conseil adopte le point de vue de la négociation pour la décolonisation.
- quand les Pied Noirs l'apprennent, il y a émeute à Alger. Ils nomment un « Comité de Salut Public » avec comme président, le général Massu. Il est sous les ordres de Salan, dont les pouvoirs lui ont été donnés par la métropole (pouvoirs civils et militaires).
- les gaullistes font circuler l'idée selon laquelle le Général De Gaulle serait l'homme de la situation.
- le gouvernement privé d'autorité fait appel de De Gaulle, qui a par une série de discours dénoncé l'impuissance de la 4ème république.
- le 1er juin 58, De Gaulle est investi comme président du conseil, elle lui vote les pleins pouvoirs, et lui donne le droit de rédiger une nouvelle constitution : c'est le fin de la quatrième République.